



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FALSIMAGNE SA

Route de St Valéry
80460 Woignarue

Références : 2024-E30090
Code AIOT : 0005104830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement FALSIMAGNE SA implanté Route de St Valéry ONIVAL 80460 Woignarue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FALSIMAGNE SA
- Route de St Valéry ONIVAL 80460 Woignarue
- Code AIOT : 0005104830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FALSIMAGNE réalise des pièces en aluminium, cupro aluminium et zamac (zinc, aluminium) pour des secteurs d'activité variés comme la serrurerie, le ferroviaire, l'automobile...

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est IED par bénéfice d'antériorité (donner acte du 23/07/2015) pour la rubrique 3250 transformation des métaux non ferreux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles faisant référence au BREF "Forge et fonderie" (SF).

Le BREF IPPC de 2005 est en cours de révision et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF n'ont pas encore été publiées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a réaffirmé son engagement de déposer un dossier de réexamen dans les douze mois suivant la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD, conformément au décret du 23/07/2015.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	protection du réseau d'alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 1.2 du titre V et 3.4 du titre III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.3 du titre V	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 5 du titre V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réseaux de collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 2.1 du titre V	Sans objet
3	Rejet en nappe	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 2.2 du titre V	Sans objet
6	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3 du titre VI	Sans objet
7	Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	non dangereux		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs notamment sur le suivi de ses eaux souterraines et il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur la gestion des ses eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : protection du réseau d'alimentation en eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 1.2 du titre V et 3.4 du titre III
Thème(s) : Risques chroniques, clapet anti-retour et stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.2 du titre V:</u> (...) Chaque ouvrage de prélèvement ou de raccordement au réseau public d'eau potable est équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent de disconnection. Ce dispositif est agréé et maintenu en bon état de fonctionnement . Il est installé et vérifié conformément aux dispositions en vigueur.</p> <p><u>Article 3.4 du titre III:</u> (...) Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...) L'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté le clapet anti-retour fixé sur l'arrivée d'eau potable, présent dans la cave de l'établissement. Il a été demandé à l'exploitant comment il s'assurait du bon état de fonctionnement de son dispositif. L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de maintenance. Par courriel du 02/08/2024, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau clapet anti-retour a été posé sur l'arrivée d'eau générale en lieu et place de celui déjà existant, le 18/07/24. Il a transmis une photo de la présence de l'ancien dispositif et une photo de l'installation du nouveau. Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de produits dans la cave ; 8 bidons et 13 seaux scellés. Certains contenants étaient stockés sur rétention et d'autres sur le sol et/ou sur palette. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de produits liquides et pâteux. L'inspection a constaté la présence d'un pictogramme de danger (point d'exclamation) sur un bidon. Au vu de la présence de ce pictogramme et de l'état du sol (terre battue), il a été demandé à l'exploitant de placer l'ensemble des produits sur rétention. Par courriel du 22/07/24, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un bac de rétention dans la cave</p>

<p>le 16/07/24, sur lequel sont désormais placés tous les produits stockés dans cette zone. Le courriel du 02/08/2024 fait état d'une photo de la mise en place de la rétention. Cependant, elle n'apparaît pas dans les pièces jointes.</p> <p>Observation : L'exploitant s'assurera que les produits stockés dans la cave respectent les recommandations et consignes du fabricant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photo de la rétention mise en place, - la liste des produits stockés sur les rétentions, <p>L'exploitant justifiera la compatibilité des produits stockés sur une même rétention dans la cave.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réseaux de collecte des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 2.1 du titre V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux et collecte des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents effluents aqueux de l'établissement sont canalisés.</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eau faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées (...).</p> <p>Les réseaux de collecte séparent les eaux non polluées, en particulier pluviales, des autres catégories d'effluents (eaux de refroidissement, eaux résiduares, eaux domestiques, eaux pluviales souillées).</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de toiture sont infiltrées dans des puits; • les eaux souillées de process sont récupérées dans un caniveau, transitent via un débourbeur-déshuileur et sont stockées dans des cuves. Elles sont évacuées comme déchets. Il s'agit d'eau souillée par des saletés émanant principalement des machines; • les eaux de refroidissement circulent en circuit fermé. L'appoint d'eau du circuit de refroidissement se fait via un tuyau d'arrosage raccordé à un robinet qui alimente la cuve; • les eaux sanitaires sont raccordées pour partie au réseau d'assainissement communal et pour partie à un assainissement non collectif (fosse septique historique); • les arrivées d'eau : une dans l'usine et l'autre dans l'atelier emballage, présent dans une ancienne maison située à côté de l'usine. Le réseau de la maison n'est pas connecté à celui de l'usine. <p>L'exploitant a indiqué que les eaux de ruissellement de ses surfaces extérieures imperméabilisées</p>

ne sont pas canalisées et sont évacuées au fil de l'eau, sur l'extérieur du site. Observation : L'exploitant actualisera son plan des réseaux suite à la mise en conformité de ses rejets aqueux en lien avec les eaux de ruissellement de voirie (cf. constats ci-après).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 2.2 du titre V
Thème(s) : Risques chroniques, rejet en nappe
Prescription contrôlée : Tout rejet industriel aqueux, directement ou indirectement dans le milieu naturel local ou dans le réseau public d'eau pluvial ou d'assainissement est interdit. Les eaux résiduelles de l'établissement seront stockées et traitées conformément au titre VII relatif aux déchets.
Constats : Les eaux souillées issues du process sont stockées dans 2 GRV et sont évacuées en déchets. Le bordereau de suivi de déchets a été présenté : les eaux souillées ont été transportées par le Camion Blanc le 06/09/2023 (quantité estimée : 3 tonnes) et prises en charge pour un traitement par Metostock . Observation : L'exploitant veillera à ce que les bordereaux de suivi de déchets soient bien complétés, notamment les cases 10 à 12. L'exploitant transmettra le BSD de l'évacuation de ses eaux souillées complété à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.3 du titre V
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine seront évacuées par un réseau spécifique et pourront être rejetées directement dans le milieu récepteur. Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes : > pH compris entre 5.5 et 8.5, > la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur, > l'effluent ne dégage aucune odeur, > teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105, > teneur en hydrocarbure inférieure à 10 mg/l, conformément à la norme NFT 90-114, > demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l,

conformément à la norme NFT 90-101,
> demande biologique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5), inférieure à 30 mg/l,
conformément à la norme NFT 90-103.

Constats :

L'exploitant a indiqué que :

- les eaux pluviales de toiture sont infiltrées dans des puits qui font l'objet d'un curage annuel car elles transportent des plumes de mouettes,
- le curage est effectué par le camion blanc,
- les eaux pluviales de ruissellement des zones extérieures ne sont pas canalisées et sont évacuées du site naturellement, au fil de l'eau,
- les eaux pluviales ne font pas l'objet d'analyses.

Lors de la visite du site, il semblerait que ces eaux pluviales de ruissellement s'évacuent soit vers la voie publique (caniveau), soit vers les espaces naturels aux abords du site.

Le ruissellement des eaux pluviales sur les zones extérieures du site (aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement...), susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, n'est pas collecté dans un réseau spécifique, aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales. Les eaux collectées ne font pas l'objet de contrôle de leur qualité (analyse de conformité aux paramètres du présent article) avant d'être rejetées au milieu récepteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au delà du respect de cette prescription, l'exploitant doit mener une réflexion globale sur la gestion de ses eaux pluviales de voirie, l'exutoire de ces eaux (milieu naturel ou réseau communal - convention), le confinement des eaux en cas d'incendie sur une zone à l'extérieure...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 5 du titre V

Thème(s) : Risques chroniques, piézomètres

Prescription contrôlée :

La S.A. "FONDERIES G. FALSIMAGNE" est tenue de réaliser la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

(...)

La surveillance comprendra au minimum les dispositions suivantes :

> deux fois par an au moins :

- relevé du niveau piézométrique,
- prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe (pH, chrome, cuivre, nickel, plomb, hydrocarbures),

- transmission des résultats des mesures et de leur interprétation à l'inspection des installations classées,

> si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée, il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a indiqué faire appel à AquaPM pour réaliser les analyses et transmettre les résultats sur l'application GIDAF.

L'exploitant a présenté les analyses réalisées en 2023.

Les analyses sont effectuées uniquement sur le piézomètre Ault 1, situé à l'arrière de l'établissement en contre bas d'un talus dans le camping voisin. **L'analyse effectuée sur un seul piézomètre ne permet pas de déterminer si l'établissement a un impact ou non sur les eaux souterraines.**

Les analyses de 2023 montrent que la fréquence semestrielle est respectée. Les résultats des analyses de 2023 sont présents sur GIDAF.

En revanche, les résultats des analyses de 2023 montrent que tous les paramètres demandés ne font pas l'objet d'une analyse. De plus, ils ne sont pas conclusifs.

En effet, les rapports d'analyse d'Eurofins datés du 25/04/2023 (prélèvement le 17/04/23) et du 03/11/2023 (prélèvement le 16/10/23) montrent que :

- les analyses ont porté sur le pH, la conductivité à 25°C, la couleur vraie en mgPt/l, la turbidité, l'aluminium
- elles n'ont pas porté sur les paramètres prescrits dans l'arrêté à savoir : le chrome, le cuivre, le nickel, le plomb et les hydrocarbures
- la fiche de prélèvement présente la profondeur de l'ouvrage et le niveau d'eau

Observation : Concernant la profondeur de l'ouvrage et le niveau d'eau mesuré, l'exploitant précisera le référentiel utilisé (sol, repère sur béton?).

Il est rappelé à l'exploitant que :

- dans le cadre d'un suivi des eaux souterraines, celui-ci est réalisé à l'appui de 3 piézomètres au minimum : 1 en amont et 2 en aval,
- le site est IED,
- s'il souhaite une modification des paramètres à analyser, il doit en faire la demande via un porter à connaissance déposée auprès du Préfet avec copie à l'Inspection: l'absence d'impact sur l'environnement vis-à-vis de ces paramètres doit être démontrée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet une proposition argumentée concernant les piézomètres retenus (pertinence, amont, aval...).

Sous 6 mois, l'exploitant transmet une analyse complète sur les paramètres demandés dans

l'arrêté; celle-ci devra être conclusive.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3 du titre VI		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des cheminées		
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des effluents atmosphériques des fours, avant rejet et après traitements, sont au moins les suivantes :		
Paramètres	Concentrations	Flux
poussières	100 mg/m ³	< 1 kg/h
Pb	1 mg/m ³	10 g/h
Al + Cu + Ni	5 mg/m ³	< 25 g/h
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de contrôles des rejets atmosphériques de ses fours . Les rapports du 14/02/2024 réalisés par l'APAVE montrent des résultats conformes pour les 6 fours contrôlés (n°1, 2, 4, 5, 6 et zamak).		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 7 : Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7					
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales sur le site					
Prescription contrôlée : (...)					
Types de déchets	Code déchet	Nature des déchets	Quantité maximale stockée	Production maximale annuelle de référence	Niveau de gestion / mode de traitement
D é c h e t s dangereux	12 01 04	Résidus de grenailage	0,2 tonnes		
	15 01 06	Emballages vides souillés	17,2 tonnes		
	20 03 04	Boues de séparateur d'hydrocarbur	1 tonne		

		d'hydrocarbures			
--	--	-----------------	--	--	--

Constats :

L'exploitant a transmis des bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour l'année 2023 pour les emballages vides souillés (nommés DIB/CREUSET sur les BSD).

Ils sont pris en charge et traités par METOSTOCK à Feuquières-en-Vimeu.

- Le BSD du 10/02/2023 (date de la prise en charge) mentionne le code déchet 15 01 06 - code D13 regroupement pour l'opération et une quantité réelle de 7 tonnes 760.
- Le BSD du 02/05/2023 (date de la prise en charge) mentionne le code déchet 15 01 06 - code D13 regroupement pour l'opération et une quantité réelle de 6 tonnes 200.
- Le BSD du 13/06/2023 (date de la prise en charge) mentionne le code déchet 15 01 06 - code D13 regroupement pour l'opération et une quantité réelle de 2 tonnes 420. Il est à noter que la case 11 est incomplète : il manque la date, la signature et le cachet de Metostock.

Pour les boues de séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant a indiqué faire réaliser un curage annuel; le BSD de 2023 a été transmis. Il est daté du 27/09/2023 (réception par l'installation), la quantité réelle mentionnée à la case 10 est 1 tonne, et l'entreprise en charge de son traitement est ATHALYS (76). Le code déchet mentionné est le 13 05 07*.

Au vu des tonnages notés sur les BSD, la quantité maximale présente pour les emballages vides souillés et les boues du séparateur apparaît respectée.

Pour les résidus de grenaillage, l'exploitant a précisé que l'activité avait beaucoup diminuée.

Par courriel du 08/08/2024, l'exploitant a transmis le BSD des résidus de grenaillage suite à l'enlèvement de la marchandise par Metostock et une photo du réceptacle pour les résidus de grenaillage, permettant à l'exploitant de s'assurer de ne pas dépasser la quantité maximale de 200 kg sur le site. Le BSD mentionne une quantité de 240 kg de déchets réceptionnés sur le site de Metostock le 31/07/24.

Observation : La prescription comporte des erreurs au niveau des codes déchets. L'ensemble des déchets notés sont considérés comme dangereux mais ne comportent pas l'astérisque sur les codes déchets. De plus, le code déchets des boues de séparateurs 20 03 04 correspond à des boues de fosses septiques. La modification de cette prescription fera ainsi l'objet d'échanges entre l'exploitant et l'inspection, à partir du présent rapport.

Concernant les déchets cupro aluminium qui font l'objet de transferts de déchets transfrontalier, l'exploitant s'assurera que la société SBM (60) dispose des autorisations pour pouvoir réaliser ce type d'opérations. Une copie des documents sera à transmettre à l'inspection sous un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

